

Questions orales

M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur, mais le député se souviendra que le Canada, comme d'autres pays du Commonwealth, s'était engagé à discuter de la situation. Lorsque nous aurons communiqué par les voies officielles avec le gouvernement du Mozambique, nous verrons si nous pouvons aider d'une façon qui favorise la paix et non la guerre.

* * *

L'IMMIGRATION**LE REFUS DE VISA D'IMMIGRATION SIGNIFIÉ À STEVEN BADGER, RESSORTISSANT AUSTRALIEN—DEMANDE DE RÉVISION**

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, j'adresserai ma question à notre jovial premier ministre. Steven Badger d'Australie fait des études au Canada depuis deux ans et demi et a la réputation d'être l'un des meilleurs nageurs du monde. Or, on vient de lui refuser le statut d'immigrant reçu au Canada, refus qui survient juste trop tard pour qu'il puisse se qualifier pour faire partie de l'équipe olympique australienne. Comme il ne peut plus maintenant représenter le Canada ni l'Australie, le premier ministre ordonnera-t-il une révision attentive de la demande de M. Badger de sorte qu'il puisse nous représenter lors des Jeux olympiques?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je m'empresse de prendre note de la question, monsieur l'Orateur. Je n'étais pas au courant de la situation. Je la transmettrai au ministre qui avisera.

* * *

LES FINANCES**L'INCIDENCE DE LA MAJORATION DU TAUX D'ESCOMPTE DE LA BANQUE DU CANADA**

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Peut-il dire s'il a été consulté avant que la Banque du Canada n'accroisse son taux d'escompte à un niveau sans précédent? Dans l'affirmative, s'est-il dit d'accord sur pareille mesure et pourrait-il nous dire quelles conséquences la hausse du taux d'escompte aura sur nos taux d'intérêt hypothécaire et sur le coût des emprunts pour le Canadien moyen?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): La réponse à la première question est oui. Il sera bien sûr difficile de faire une évaluation globale de manière à répondre à la deuxième partie de la question.

M. Stevens: Étant donné la politique nationale de taux d'intérêt élevés, le ministre peut-il dire s'il s'est mis en rapport avec les établissements bancaires et s'il leur a demandé d'amortir les effets de ce taux élevé dans le cas des propriétaires et des gens qui ont besoin de financement personnel?

M. Macdonald (Rosedale): Concernant les prêts à l'habitation, le député doit connaître les politiques présentées par mon collègue, le ministre d'État aux Affaires urbaines, relatives aux taux d'intérêt favorables dans le cas de l'habitation. Bien sûr, la forte hausse vise entre autres choses à

[M. Johnston.]

contrôler davantage le taux d'accroissement de la masse monétaire, ce qui aurait naturellement des répercussions sur les politiques de prêt des banques à charte.

● (1440)

L'ÉCART ENTRE LES TAUX D'INTÉRÊT POUR LES PRÊTS À L'ÉTRANGER ET LES PRÊTS AUX EMPRUNTEURS CANADIENS—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Étant donné le taux d'intérêt incroyablement élevé que nous avons au Canada, le premier ministre peut-il nous dire s'il est logique que le gouvernement accorde un crédit de 500 millions de dollars à la Russie, de 500 millions de dollars à la Pologne et de 100 millions de dollars à Cuba à un taux d'intérêt d'environ 7 p. 100?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député devrait comprendre que ces crédits sont accordés en vue de stimuler le commerce extérieur du Canada et donc de créer des emplois pour les Canadiens.

M. Stevens: Pourquoi seulement aux pays communistes?

* * *

LES PÊCHERIES**SÉBASTE—L'INTERDICTION DE LA PÊCHE DANS LE GOLFE DU SAINT-LAURENT—LA QUESTION DU CROISEMENT DES BANCS—DEMANDE DE PRÉCISIONS**

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au ministre d'État chargé de la Pêche. Le ministre a annoncé que le golfe du Saint-Laurent serait fermé à tous les bateaux pour la pêche au sébaste à compter de midi le 6 mars jusqu'au 30 avril à minuit. Comme cette mesure fait suite aux recommandations des scientifiques qui travaillent pour le ministre, peut-il nous dire si l'on a mené une étude pour établir si les sébastes du large se mélangeaient aux sébastes du golfe? Dans l'affirmative, quand cette étude a-t-elle été faite et dans quelle proportion le mélange se fait-il? En même temps, le ministre peut-il nous dire si l'on a analysé les conséquences de cette mesure pour la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêcheries)): Monsieur l'Orateur, il me faudrait des renseignements précis au sujet des statistiques et des recherches qui ont été effectuées, mais, en 1973, les scientifiques savaient que les stocks de saumon du golfe allaient diminuer et que le stock de frai commencerait à diminuer lui aussi à la fin de 1975 et vers 1976. Leurs prédictions se sont révélées exactes et je pourrai fournir plus de détails à ce sujet au député.

M. Crouse: Étant donné que les chalutiers espagnols et ceux de l'île Faroe causent plus de dégâts sur nos réserves de poissons que ceux de tout autre pays, en rejetant à la mer des centaines de milliers de livres de sébastes, de flies, de limandes et autres poissons qu'ils prennent dans leur chaluts au cours de leur pêche à la morue, est-ce là le genre de politique de conservation que le ministre propose pour les pêcheurs canadiens, auxquels il interdit d'attraper plus de 5,000 livres de sébastes par sortie, ou ce règlement est-il sujet à révision lorsque nos pêcheurs commencent à rejeter le surplus de sébastes qu'ils ont pris?